

**Assemblée générale**

Soixante-dix-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
21 novembre 2023
Français
Original : anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 17^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 11 octobre 2023, à 15 heures

Présidence : M. Cimino (Vice-Président) (Italie)**Sommaire**

Point 21 de l'ordre du jour : Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement (*suite*)

- a) Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) (*suite*)
- b) Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (*suite*)

Point 23 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition (*suite*)

- a) Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition (*suite*)
- b) Fibres végétales naturelles et développement durable (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



En l'absence de M. Amorín (Uruguay), la présidence est assurée par M. Cimino (Italie), Vice-Président.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 21 de l'ordre du jour : Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement (suite)

- a) **Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) (suite) (A/78/239)**
- b) **Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (suite) (A/78/238)**

Point 23 de l'ordre du jour : Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition (suite)

- a) **Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition (suite) (A/78/218, A/78/233 et A/78/74-E/2023/67)**
- b) **Fibres végétales naturelles et développement durable (suite) (A/78/218)**

1. M^{me} Chan Valverde (Costa Rica) dit que les inégalités entre pays ont presque doublé, s'élevant à un niveau jamais atteint depuis plus d'un siècle. Toute augmentation des prix de l'alimentation risque de précipiter des millions de personnes dans l'extrême pauvreté, tandis que les changements climatiques menacent d'appauvrir 130 millions d'êtres humains au cours de la prochaine décennie et de causer le déplacement de plus de 200 millions de personnes d'ici à 2050. En outre, les écarts entre les genres exacerbent la faim et la pauvreté dans le monde, entravant la réalisation de l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes et des filles.

2. Face à ces problèmes, le Costa Rica observe l'évolution de la pauvreté à long terme depuis 2015, sur la base d'indicateurs relatifs à la situation des genres, à l'accès à Internet, à la protection sociale et à l'emploi, ancrant de la sorte le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la réalité locale. Le Gouvernement renforce également les mesures de protection sociale adaptées à la situation des différents groupes et facilite l'accès aux prestations en accordant une attention particulière aux besoins essentiels des ménages pauvres et des groupes vulnérables (notamment les femmes et les personnes handicapées). Par ailleurs, les produits d'hygiène féminine ont été ajoutés au panier des biens de consommation de base et l'accès des femmes au marché du travail est promu.

3. En matière agricole, la politique publique pour la période 2022-2032 a pour axes principaux le développement durable du secteur, la résilience, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets, le renforcement de l'agriculture familiale, l'inclusion financière et l'utilisation de la technologie à des fins d'amélioration de la compétitivité et du bien-être des agriculteurs et agricultrices. Le pays a atteint un solde nul concernant la déforestation nette et les émissions liées à l'agriculture, et plus de 700 exploitations agricoles ont été reconnues pour leur gestion durable des ressources naturelles. Un nombre croissant de mesures d'atténuation des changements climatiques sont appliquées au secteur compte tenu des enjeux nationaux, ce qui entraîne des retombées positives dans les domaines économique, social et environnemental.

4. M^{me} Hasanova (Tadjikistan) souligne que l'avenir de la planète dépend des mesures prises pour assurer la sécurité alimentaire et nourrir correctement les populations. L'évolution rapide de la situation mondiale et les effets des changements climatiques retardent la réalisation des objectifs de développement durable. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis les systèmes alimentaires sous une pression extraordinaire. Quelque 3,2 milliards de personnes vivant dans des régions agricoles connaissent de graves pénuries d'eau, essentiellement dans des pays en développement, ce qui n'est pas sans conséquences pour la sécurité alimentaire.

5. Le Tadjikistan est face à des défis environnementaux, et les effets des changements climatiques mettent en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations vulnérables. Les autorités du pays ont érigé la sécurité alimentaire et la bonne nutrition en priorités et ont placé leur stratégie en la matière dans le droit-fil du plan national de réalisation des objectifs de développement durable. Pour 2024, les cibles associées portent sur des exigences de base concernant les personnes vulnérables qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire, sur la réduction de la malnutrition des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes, sur le renforcement de la résilience des collectivités vulnérables aux changements climatiques qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire et sur l'augmentation des capacités permettant aux autorités de circonscrire les problèmes et de concevoir et d'exécuter des stratégies axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

6. Il faut mettre les systèmes alimentaires mondiaux à niveau en recourant à la science, essentielle pour désigner les changements porteurs de résultats souhaitables. Il reste sept ans pour en terminer avec la

faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition : il est impératif de s'engager plus encore et d'augmenter les sommes investies. Tous les États Membres devraient donner la priorité à une amélioration des systèmes alimentaires soutenue par l'Organisation des Nations Unies.

7. **M^{me} Vilmenay Joseph** (Haïti) dit que l'élimination de la pauvreté exige une assistance technique, un renforcement ciblé des capacités et une réforme de l'architecture financière mondiale en faveur des pays les moins développés. À la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Doha en 2023, la communauté internationale s'est engagée à aider ces États à tirer parti du système commercial multilatéral et de l'économie mondiale.

8. Il faut mettre en œuvre des mesures intégrées et cohérentes pour aider les petites exploitations à augmenter durablement leur productivité, ce qui leur permettra d'accéder aux marchés mondiaux, de s'insérer dans les chaînes de valeur du secteur agroalimentaire et de créer des emplois productifs et décents.

9. En Haïti, la détérioration des conditions de sécurité a ajouté une nouvelle crise humanitaire aux difficultés existantes. Il est fondamental d'adopter des mesures audacieuses propres à favoriser un relèvement rapide et à garantir le développement socioéconomique. Les autorités haïtiennes ont engagé un processus visant à traduire en actes les engagements pris à la conférence de Doha, en particulier s'agissant de l'éradication de la pauvreté et de la transformation structurelle des systèmes alimentaires. Le transfert de technologies de l'information et des communications vers les pays les moins avancés pourrait permettre à ceux-ci de transformer radicalement leurs économies et ainsi de résorber le chômage et de mieux lutter contre la pauvreté.

10. **M. Maitafsir** (Nigéria) dit que les conflits, les catastrophes climatiques et les effets de la pandémie de COVID-19 ont exacerbé les problèmes et augmenté les prix de l'alimentation, en particulier en Afrique. Les mesures agricoles doivent être réexaminées car celles qui visent uniquement l'augmentation de la production céréalière en Afrique subsaharienne ont un effet limité sur l'élimination de la pauvreté. Les efforts collectifs sont essentiels au développement de l'agriculture et à l'atténuation de la pauvreté. Il faut impérativement protéger et restaurer les écosystèmes et la diversité des paysages en vue d'une utilisation efficace des ressources naturelles.

11. La population de l'Afrique devrait bondir d'ici à 2050 : il est urgent de passer à la vitesse supérieure en

matière d'élimination de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Le Nigéria demande l'instauration d'un système commercial ouvert et non discriminatoire qui donne aux pays en développement toute latitude pour commercer et qui stimule la production locale. Il faut mettre en commun les technologies pour développer l'agriculture mécanisée, moderniser les infrastructures, réduire les coûts de production et encourager la diversification de l'économie. Le Nigéria a déclaré l'état d'urgence alimentaire et prévoit d'aider financièrement 75 entreprises à augmenter leur productivité.

12. Le mandat et l'intitulé de l'ancien Ministère de l'agriculture ont été élargis à la sécurité alimentaire, et le Ministère fédéral des affaires humanitaires et de l'atténuation de la pauvreté a été créé pour soutenir la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2. En outre, le Nigéria travaille sur le second volet du projet de secteurs spéciaux de transformation agroindustrielle, destiné à apporter la prospérité économique aux zones rurales.

13. **M. Lena** (Lesotho) souligne la profonde dépendance de son pays à l'égard du développement agricole et des rendements. Les autorités nationales ont intégré les questions du développement agricole, de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans leurs programmes économiques et sociaux. Elles prennent des mesures à cet égard et encouragent les exploitants à adopter des processus agricoles spécialisés qui augmentent la production.

14. Pour l'exercice 2023/24, le Lesotho a alloué une grande partie de son budget national à l'agriculture et à la production alimentaire. Il a introduit un programme prévoyant que l'État prenne en charge tous les coûts de production pour les propriétaires terriens ne disposant pas de ressources productives suffisantes et leur verse 20 % des recettes. Ces mesures ont conduit à une augmentation de la production, et leur contribution à l'élimination de la pauvreté a été saluée.

15. La pandémie de COVID-19 a révélé les défaillances des systèmes alimentaires mondiaux, qu'il importe de rendre plus durables et résilients. Au Lesotho, l'utilisation de toiles d'ombrage et de serres ont donné les résultats attendus et permis de produire même dans des conditions météorologiques difficiles. L'agriculture durable africaine a besoin de soutien et de ressources – en premier lieu des semences adaptables, du matériel d'irrigation, des tracteurs et d'autres équipements. Le Lesotho demande que l'on appuie plus les programmes visant à développer l'agriculture et à augmenter la production alimentaire.

16. **M^{me} Rodríguez Mancía** (Guatemala) dit que les tendances mondiales convergent vers une crise alimentaire imminente, due au dysfonctionnement des systèmes concernés. Au Guatemala, les changements climatiques provoquent la faim, détruisent les cultures et les infrastructures, augmentent la pauvreté et les migrations. Les projets axés sur la résilience face à leurs effets sont importants, et la coopération internationale est indispensable au combat pour la sécurité alimentaire, au partage des connaissances et à la promotion du commerce durable. Un cadre réglementaire solide et des modes de financement durables sont également nécessaires.

17. Il faut promouvoir l'agriculture durable pour augmenter la production alimentaire en investissant dans des technologies novatrices, en stimulant la productivité et en promouvant la liberté des échanges. La protection sociale, les systèmes d'alerte rapide, l'assurance agricole et la diversification des moyens de subsistance doivent contribuer au renforcement de la résilience des systèmes agroalimentaires. Les enfants de moins de 5 ans, les femmes en situation d'extrême pauvreté et les populations rurales souffrent le plus de malnutrition. Le Guatemala a amélioré la santé et la nutrition de la population en mettant notamment en place des programmes de distribution de repas scolaires qui profitent autant aux enfants et à leurs familles qu'aux économies locales.

18. Le plan stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est aligné sur la politique nationale de sécurité alimentaire et vise des groupes et territoires prioritaires. Ces deux dispositifs devraient orienter la coopération internationale. Par ailleurs, il faut travailler sur la question des dépenses administratives, qui dépassent souvent les sommes investies concrètement au profit des populations. Il est nécessaire de s'appuyer sur la Réunion-bilan deux ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires afin de favoriser des modes de financement plus solides et novateurs. Il faut aussi donner toute leur place aux solutions inspirées par les sciences et les connaissances traditionnelles.

19. **M. Girmay** (Éthiopie) dit que la lutte contre l'extrême pauvreté en milieu rural exige l'allocation de ressources au développement des campagnes et à l'agriculture durable. En Éthiopie, l'élimination de la pauvreté passe par le soutien aux petits propriétaires terriens. La pauvreté continue d'augmenter en conséquence de la pandémie de COVID-19, des tensions géopolitiques et des catastrophes causées par les changements climatiques, et les pays en développement sont les plus touchés. En Afrique, elle s'ajoute à des problèmes comme les sécheresses, qui

présent sur la sécurité alimentaire et la satisfaction des besoins de première nécessité.

20. L'Éthiopie a incorporé le Programme 2030 dans ses plans nationaux de développement en mettant l'accent sur la grande majorité de la population qui vit en milieu rural. Le Gouvernement met en œuvre des mesures visant à réduire la pauvreté et à augmenter le bien-être et donne la priorité aux secteurs d'activité essentiels à cet égard. Au cours des deux dernières décennies, le pays a baissé son taux de pauvreté, qui est passé de 40 % à moins de 20 % entre 2000 et 2020 ; le revenu par habitant et le niveau de développement humain ont également progressé.

21. Depuis 2005, l'Éthiopie met en place des systèmes de protection sociale et d'autres mesures de secours d'urgence visant à protéger les personnes les plus vulnérables de la société. Le renouvellement des efforts en faveur du développement agricole et de la sécurité alimentaire a accéléré la marche vers l'autosuffisance. Cependant, le pays continue de se heurter à des problèmes récurrents, comme les invasions de sauterelles, les sécheresses et les inondations. La pleine mise en œuvre du Programme 2030 dépend des transformations réalisées en milieu rural. L'élimination de la pauvreté dans ces régions exige des investissements dans l'éducation, la santé et l'agriculture.

22. **M^{me} Barba Bustos** (Équateur) souligne que la pauvreté est une question multidimensionnelle qui ne se réduit pas au manque d'argent mais inclut l'incapacité des personnes de faire valoir leurs droits humains. L'Équateur encourage l'utilisation d'indicateurs multidimensionnels de pauvreté, la fourniture de données ventilées et la prise en compte de ces instruments de mesure par les organismes de financement dans le but d'augmenter les ressources disponibles et de développer les capacités dans les pays en développement.

23. En Équateur, la sécurité alimentaire est menacée par les crises exogènes et par les effets des changements climatiques, en particulier par la proximité du phénomène El Niño. Le pays travaille avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à la mise en place de systèmes agroalimentaires durables, efficaces, résilients et inclusifs qui ont une faible empreinte environnementale, associés à des mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets. Pour progresser dans la transformation des systèmes alimentaires, les autorités nationales ont conduit des dialogues avec de multiples parties, au cours desquels a été mise en avant la contribution des

femmes à la production, la distribution et la consommation alimentaires.

24. Le niveau de malnutrition chronique de l'enfant a baissé en Équateur grâce à une approche globale visant à améliorer les conditions nutritionnelles. Ce sujet doit rester une priorité mondiale, en particulier dans les régions rurales et pauvres. L'Équateur encourage les efforts visant à améliorer l'accès de tous et toutes à une nourriture saine, suffisante, abordable, nutritive et diversifiée et insiste sur le rôle joué par la famille et les petites exploitations agricoles dans la sécurité alimentaire et le bien-être des populations.

25. **M. Alkins** (Guyana) constate que la pauvreté demeure un obstacle à la réalisation du Programme 2030. Dans un contexte où la réduction de la pauvreté mondiale avait commencé à ralentir à partir de 2015, la pandémie de COVID-19 a effacé trois décennies de progrès et augmenté pour la première fois depuis une génération le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté. Un tiers des pays seulement parviendront à réduire de moitié leur niveau de pauvreté ; la faim dans le monde s'élève à un niveau jamais vu depuis 2005 et les prix alimentaires demeurent élevés. À cette situation s'ajoutent la crise climatique et les conflits en cours.

26. Le Guyana demande que l'on mette un terme aux conflits géopolitiques, que l'on lutte contre les effets des changements climatiques et que l'on les neutralise, notamment en avançant sur la question du financement de l'action climatique. Ce pays possède d'importantes ressources naturelles utiles à l'agriculture et à la satisfaction des besoins alimentaires. Toutefois, il faut faire davantage pour atteindre la sécurité alimentaire, aussi bien au niveau national que régional. Le Guyana s'est lancé dans une initiative politique visant à rendre ses systèmes agroalimentaires plus résilients et à réduire le coût de la nourriture saine. Il est primordial d'encourager la participation des jeunes.

27. Le Guyana est à l'origine du programme de la Communauté des Caraïbes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, dont l'objectif est de réduire de 25 % le coût des importations alimentaires d'ici à 2025 et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. Les autorités nationales ont désigné octobre « Mois de l'agriculture » et lancé un ensemble de manifestations sur le thème « Accelerating vision 25 by 25: investing in business and food security » (« Accélérer la vision 25 par 25 : investir dans les entreprises et la sécurité alimentaire »). À la Réunion-bilan à l'échelle des Nations Unies sur la transformation des systèmes alimentaires, en 2023, elles ont réaffirmé

leur volonté de transformer les systèmes agroalimentaires.

28. **M^{me} Almezyad** (Koweït) souligne que son pays dispose d'un système de protection sociale efficace et a fait des progrès remarquables en matière d'élimination de la pauvreté sur son territoire. Le Ministère des affaires sociales concentre son aide sur les personnes les plus en difficulté, en particulier les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les personnes qui ont des besoins particuliers et les personnes handicapées.

29. À l'international, le Koweït porte assistance aux pays en développement et aux pays les moins avancés par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. En quelque soixante ans d'existence, le Fonds koweïtien pour le développement a octroyé dotations et prêts concessionnels dans plus de 100 pays. Au regard des nombreux défis que le monde doit relever, l'élimination de la pauvreté exigera que l'on renforce les partenariats et que l'on redouble d'efforts.

30. **M^{me} Leonard** (États-Unis d'Amérique) indique qu'en raison de la crise alimentaire mondiale en cours, 700 millions de personnes sont sous-alimentées, plus de 30 % des enfants de moins de 5 ans accusent un retard de développement en Afrique subsaharienne et les cours des produits agricoles de base ont atteint leur plus haut niveau des 15 dernières années. La réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 (éliminer la faim) permettra d'avancer sur les autres objectifs. Engagés à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, les États-Unis d'Amérique ont déboursé plus de 17,5 milliards de dollars depuis janvier 2021 pour lutter contre l'insécurité alimentaire et ont contribué pour plus de 7,2 milliards de dollars au Programme alimentaire mondial (PAM) en 2022.

31. À l'horizon 2050, la population mondiale devrait atteindre 10 milliards de personnes et la demande de nourriture augmenter de 50 %. Dans ce contexte, les États-Unis s'efforcent de bâtir des systèmes alimentaires plus durables et résilients. En 2023, ils ont ainsi lancé la Vision pour des cultures et des sols adaptés, en partenariat avec l'Union africaine et la FAO. Ils se sont aussi associés aux Émirats arabes unis dans le cadre de la Mission d'innovation agricole pour le climat, qui vise à accélérer l'innovation dans le secteur agricole mondial.

32. L'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie fait partie des principales menaces à la sécurité alimentaire mondiale : les attaques menées contre les ports ukrainiens et les exportations céréalières constituent une instrumentalisation de la nourriture. La Fédération de Russie a suspendu sa participation à

l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens, qui facilitait les exportations de céréales, principalement à destination des populations les plus vulnérables dans les pays en développement. Les États-Unis demandent instamment que l'Initiative de la mer Noire soit relancée. La sécurité alimentaire mondiale ne saurait se pérenniser si la Fédération de Russie ne met pas un terme à sa guerre en Ukraine.

33. **M. Gabi** (Congo) rappelle que le nombre et la durée des conflits violents ont augmenté au cours de la dernière décennie, ce qui a provoqué des déplacements forcés d'une ampleur sans précédent. Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement ont contribué à augmenter les vulnérabilités partout dans le monde, tandis que l'extrême pauvreté reste concentrée dans les zones rurales, où résident 90 % des personnes les plus pauvres. L'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les femmes et les populations rurales.

34. La persistance de la pauvreté entrave le développement durable et empêche l'épanouissement et l'émancipation des populations. Une action urgente est nécessaire pour inverser la tendance à l'augmentation de la pauvreté et de la faim. À cet égard, il faudrait adopter une approche qui mette à profit les interconnexions entre les zones urbaines, périurbaines et rurales au moyen d'investissements dans les infrastructures, les biens publics et le renforcement des capacités.

35. Depuis 2016, le Congo s'efforce d'accélérer les progrès en matière de réduction de la pauvreté, notamment en mettant en œuvre des plans nationaux de développement qui visent à restructurer et à industrialiser l'économie et à jeter les bases d'une croissance plus inclusive et diversifiée. Depuis l'introduction de ces plans, en 2018, des progrès considérables ont été réalisés en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie, en particulier s'agissant de l'accès à l'eau potable et à l'électricité en milieu rural et urbain.

36. **M. George** (Sierra Leone) dit que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les fragilités socioéconomiques des pays en développement, forçant des milliers de jeunes gens à migrer vers l'Europe. L'exode des cerveaux et la faible production agricole qui résultent de cette situation ont eu des conséquences pour les économies de ces pays. Les disparités financières entre pays développés et pays en développement, le déclin des échanges commerciaux, le niveau inégal de l'investissement privé, la réduction des investissements étrangers directs et des envois de fonds

et les dysfonctionnements des chaînes logistiques ont continué d'affaiblir la croissance des pays en développement et d'augmenter la pauvreté en milieu urbain et rural. Pour préserver les moyens de subsistance et éliminer la pauvreté, il convient d'orienter les investissements vers la création d'emplois décents.

37. Pour développer son capital humain, la Sierra Leone a alloué plus de 20 % de son budget à l'éducation et accordé des bourses d'étude à des étudiantes de la filière sciences, technologies, innovation et ingénierie ; par ailleurs, l'éducation est gratuite pour les filles enceintes et les enfants en situation de handicap. La réalisation des objectifs de développement durable nécessitant des systèmes agroalimentaires efficaces, résilients et durables, le pays a lancé des programmes de production de riz visant à augmenter les rendements et à satisfaire la demande intérieure.

38. Le Gouvernement de la Sierra Leone a confié au programme Feed Salone les questions relatives à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois, à la protection sociale et à la promotion des femmes à la tête de petites et moyennes entreprises. L'incorporation des stratégies de renforcement des systèmes alimentaires dans les politiques nationales favorisera le développement durable et l'amélioration des moyens de subsistance. Il est également nécessaire d'associer une multiplicité d'acteurs à la gouvernance de ces systèmes et d'investir dans la recherche, les données, l'innovation et la technologie.

39. **M. Alsindi** (Bahreïn) souligne que, à l'heure où la faim et l'insécurité alimentaire atteignent des niveaux historiques, son pays poursuit la mise en œuvre de sa stratégie nationale pour la sécurité alimentaire (2020-2030), élaborée en coopération avec la FAO. Cette stratégie comporte des mesures novatrices visant à réduire les déchets, améliorer la qualité et la pérennité de la production alimentaire locale et atténuer les conséquences de l'instabilité des importations due à la situation mondiale. Elle désigne également les terres à cultiver et encourage l'investissement dans les technologies d'irrigation. Plus de 900 exploitants agricoles bahreïniens ont suivi une formation aux méthodes d'adaptation au climat et au commerce. Par ailleurs, le Royaume souhaite augmenter significativement sa production halieutique à l'horizon 2025.

40. En 2022, Bahreïn a rejoint l'Égypte, les Émirats arabes unis et la Jordanie dans le Partenariat industriel pour une croissance économique durable, qui investit dans de nombreux secteurs essentiels tels que l'alimentation et l'agriculture. Entre 2020 et 2022,

Bahreïn a progressé de 11 places à l'indice mondial de la sécurité alimentaire. Il est à espérer que le prochain Sommet de l'avenir, qui doit se tenir en 2024, permettra d'avancer sur la question de la sécurité alimentaire.

41. **M. Rosa dos Santos** (Brésil) dit que la faim chronique a considérablement augmenté dans le monde entre 2019 et 2022, et que 575 millions de personnes vivront toujours dans des conditions d'extrême pauvreté en 2030. Si les conflits et la pandémie de COVID-19 sont des facteurs aggravants, les inégalités financières empêchent les pays en développement de se relever après les crises récentes. Par ailleurs, le retour du protectionnisme commercial et les mesures unilatérales imposées par les pays développés dégradent encore la situation.

42. Le Brésil prend des mesures pour ranimer les politiques axées sur la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition. Il a augmenté les aides financières et mis en place un revenu minimum, sortant ainsi des millions de personnes de l'extrême pauvreté. Il a aussi relancé son programme d'achats alimentaires, permettant aux petits exploitants et aux femmes de s'approvisionner en priorité en produits agricoles de base. Au niveau régional, le Brésil et ses partenaires s'efforcent de proposer des politiques cohérentes dont la vocation est de promouvoir le droit de chaque personne à la nourriture, à la dignité et à un niveau de vie décent. Le pays compte profiter de sa présidence du Groupe des Vingt (G20) pour proposer une alliance mondiale contre la faim et la pauvreté.

43. La sécurité alimentaire mondiale et l'élimination de la pauvreté exigent une réforme de la gouvernance et de l'architecture financière internationales qui pérennise les modes de financement du développement durable, qui mette en place un système commercial multilatéral universel, basé sur des règles, ouvert, non discriminatoire et équitable, qui garantisse aux pays en développement un accès satisfaisant aux ressources financières et aux mesures de lutte contre la crise de la dette et qui assure la participation égale de tous aux institutions multilatérales. Les règles du commerce agricole devraient être levées afin de libérer le potentiel productif des pays du Sud, de corriger les distorsions commerciales et de remédier aux effets sanitaires et environnementaux néfastes des systèmes de subvention.

44. **M. Mandlaper** (Afrique du Sud) dit que l'économie mondiale porte le sceau de l'incertitude et que la situation s'aggrave en Afrique – entre contraction de l'activité économique, sérieux problèmes de liquidités, alourdissement de la dette et régression dans les domaines de la pauvreté, de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire et de la malnutrition. Les pays

africains, les pays les moins avancés, les États en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sont parmi les plus touchés par la crise climatique alors qu'ils n'y ont pas contribué et qu'ils sont peu équipés pour en atténuer les effets et s'y adapter.

45. La crise mondiale a eu des retombées socioéconomiques considérables pour les pays en développement, parmi lesquelles le recul de l'emploi, la perte de revenus, la chute des exportations et des envois de fonds ou encore la baisse du produit intérieur brut (PIB) exacerbent les inégalités de revenu. L'Afrique du Sud soutient l'appel en faveur de mesures (investissement ciblé, transferts de technologies, aide au renforcement des capacités) contre les problèmes fondamentaux de développement qui pèsent de manière disproportionnée sur les pays en développement.

46. Il est indispensable de disposer des moyens de réaliser le développement durable et de le soutenir financièrement sur une base prévisible et pérenne. Cela exige que l'on tienne les engagements pris en matière d'aide publique au développement, que l'on mette en œuvre des politiques commerciales qui encouragent l'activité, que l'on mobilise les compétences de la communauté internationale et que l'on favorise les transferts de technologies. L'Afrique du Sud demande que l'on instaure en urgence, au niveau de l'ONU, des mesures contre les flux financiers illicites et des taxes permettant aux pays en développement de disposer des fonds nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable. Le pays condamne les mesures protectionnistes unilatérales qui faussent les échanges et soumettent l'octroi d'aides à certaines conditions. Il soutient les mesures prises pour remédier aux conséquences de la crise économique mondiale subies par les pays en développement.

47. **M. Napurí Pita** (Pérou) indique que, dans le monde, une personne en activité sur quatre travaille dans le secteur agricole, principalement en tant qu'autoentrepreneur ou dans un cadre familial non rémunéré. L'emploi informel est deux fois plus répandu en milieu rural que dans les villes. Malgré la baisse de l'emploi dans l'agriculture primaire, plus de 1,2 milliard de personnes travaillent dans l'agroalimentaire, et 3,8 milliards de personnes vivent dans des foyers qui tirent directement ou indirectement leurs moyens de subsistance de ce secteur, dont la transformation pourrait donc constituer des avancées dans de multiples domaines durables.

48. Les exploitants agricoles jouent un rôle central dans l'utilisation et la préservation des ressources phytogénétiques et, par conséquent, dans la sécurité

alimentaire, nutritionnelle et économique ainsi que dans la protection des variétés sources de nourriture. La pomme de terre en est un bon exemple. Originaires des Andes, en Amérique du Sud, et aujourd'hui cultivée partout dans le monde, elle est l'un des principaux aliments de base et un élément essentiel du secteur agricole, de l'économie et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Les petits producteurs ont contribué à la préservation de sa diversité biologique. Une culture durable de ce légume pouvant servir à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 8, 12 et 15, le Pérou a milité pour faire du 30 mai la Journée internationale de la pomme de terre et ainsi sensibiliser le monde à l'importance de celle-ci pour le développement agricole, la sécurité alimentaire, la nutrition, la préservation de la diversité biologique et les fonctions de l'écosystème.

49. **M. Hossain** (Bangladesh) dit que 2,4 milliards de personnes se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022, que le manque continu d'accès à une alimentation saine, nutritive et suffisante touche proportionnellement plus les femmes et les personnes vivant en milieu rural, et que 1,3 milliard de personnes n'ont pas les moyens de se procurer de la nourriture ou d'autres produits de base alors qu'elles jouent un rôle majeur dans le système mondial de production alimentaire. L'insécurité alimentaire a des conséquences sur l'atténuation de la pauvreté, la santé et le bien-être, le niveau d'éducation ou encore l'égalité des genres (les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, la faim chronique et la malnutrition).

50. Malgré une faible superficie et une population élevée, le Bangladesh a atteint l'autosuffisance en matière de production alimentaire grâce à des transformations menées dans le secteur agricole et à des mesures d'adaptation au climat. Il faut néanmoins augmenter les investissements dans l'agriculture, l'accès aux fertilisants et la collaboration dans la recherche sur les cultures résistantes aux changements climatiques. Au Bangladesh, les chercheurs en agronomie travaillent sur des variétés tolérantes à la salinité, et le pays est disposé à faire part de ses bonnes pratiques.

51. Au rang des facteurs aggravant la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition figurent les dysfonctionnements logistiques causés par la pandémie de COVID-19 et par la guerre en Ukraine, les effets du climat sur la production alimentaire, la hausse des cours des produits de base, les contraintes budgétaires, les difficultés économiques et l'instabilité sociopolitique. Il faut donc s'occuper d'urgence des questions de sécurité alimentaire dans les pays en difficulté, mettre en place

un mécanisme de constitution de stocks, remédier aux problèmes qui ont une incidence sur les prix et sur l'accès à la nourriture, agir collectivement contre l'insécurité alimentaire et transformer les systèmes mondiaux.

52. **M^{me} Javaid** (Pakistan) déclare que les conflits géopolitiques et les effets dévastateurs des changements climatiques menacent la sécurité et les systèmes alimentaires. En 2022, le Pakistan a connu une situation d'urgence alimentaire après les inondations sans précédent qui ont causé des dégâts évalués à quelque 30 millions de dollars, provoqué la mort de 1 700 personnes, détruit plus de 1,4 million d'hectares de cultures et plongé 9,1 millions de personnes dans la pauvreté. La communauté internationale doit agir rapidement pour en finir avec la pauvreté, la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition et pour faire respecter le droit à une alimentation adéquate.

53. Il faut pour cela rendre les structures financières, productives et commerciales plus justes et plus équitables en remédiant à la crise de la dette et en réformant l'architecture du système financier international et les politiques agricoles de l'Organisation mondiale du commerce. Les ressources naturelles des pays pauvres ne doivent plus être exploitées. Les pays en développement doivent recevoir l'aide dont ils ont besoin pour sortir des crises actuelles, réaliser les objectifs de développement durable et faire face aux conséquences des changements climatiques. Les pays développés doivent donc tenir leurs engagements à l'égard des pays en développement en matière de financement, d'aide technologique et de renforcement des capacités. Les producteurs de denrées alimentaires – en particulier les petits exploitants des pays en développement – devraient avoir un accès approprié aux semences, aux engrais et aux financements afin d'accroître leurs rendements. Il faut augmenter les sommes investies dans les infrastructures agricoles des pays en développement. Les pays industrialisés doivent réformer leurs politiques agricoles et cesser les subventions massives. Il faut réduire les émissions agricoles de gaz à effet de serre, qui représentent 28 % des émissions totales, et promouvoir l'agriculture biologique et les cultures d'enfouissement en renforçant les capacités des exploitants.

54. **M^{me} Demir** (Türkiye) déclare qu'il est inacceptable que la faim chronique ait touché plus de personnes en 2022 qu'en 2015 et ajoute que la sécurité alimentaire est un sujet de préoccupation dans chaque pays. Les séismes qui se sont récemment produits en Türkiye ont gravement touché 11 provinces qui jouent un rôle

central dans le secteur agricole (production, moyens de subsistance) et l'industrie alimentaire. À la lumière de ces événements, il convient de souligner la nécessité d'intégrer la réduction des risques de catastrophe dans la mise en œuvre des politiques relatives à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et d'élaborer des mesures, des cadres juridiques et des programmes d'investissement axés sur la résilience, la sécurité alimentaire et la nutrition. La science, la technologie et l'innovation doivent servir à renforcer les capacités agricoles des pays vulnérables et à transformer les systèmes alimentaires en instruments durables utiles à la réalisation du Programme 2030. La Banque de technologies pour les pays les moins avancés, qui a besoin d'un meilleur soutien de la part des partenaires de développement, devrait être mise à contribution par les États bénéficiaires pour accélérer leur transformation.

55. La Türkiye s'engage à maintenir les routes commerciales et les marchés ouverts pour les échanges concernant les biens alimentaires, les engrais et les autres intrants et produits agricoles. En collaboration avec l'ONU, elle a négocié l'Initiative de la mer Noire afin d'améliorer l'accès à la nourriture des pays à faible revenu. Depuis août 2022, cela a permis de mettre en vente des millions de tonnes de produits céréaliers sur les marchés mondiaux, de stabiliser les prix alimentaires et d'éviter de graves pénuries. Il faudrait également stabiliser le marché des engrais pour empêcher d'autres crises d'éclater à long terme. Le Centre de coordination conjoint demeure ouvert, et la Türkiye poursuit ses efforts pour relancer l'Initiative tout en tenant compte des préoccupations de toutes les parties prenantes.

56. En plus de s'associer au bilan à l'échelle des Nations Unies sur la transformation des systèmes alimentaires, les autorités turques participent activement aux débats multilatéraux sur la sécurité alimentaire qui se tiennent dans le cadre de l'ONU, du G20 et d'autres instances internationales, par exemple la plateforme réunissant le Mexique, l'Indonésie, la République de Corée, la Türkiye et l'Australie (groupe MIKTA). Elles soulignent que l'on a besoin d'un marché mondial qui soit prévisible, durable et fonctionnel pour résoudre la crise alimentaire en cours, et qu'elles continueront de participer activement aux efforts mondiaux en faveur de la sécurité alimentaire.

57. **M. Rosdi** (Malaisie) dit que son pays met en œuvre des mesures destinées à encourager une croissance économique inclusive, des investissements efficaces dans les services sociaux essentiels et la formation d'un système de protection sociale intégré et complet. Contre l'extrême pauvreté, 1,1 milliard de ringgit ont été alloués à des projets visant la création de

sources de revenu pour des groupes démographiques particuliers. En 2023, la Malaisie a déboursé plus de 215 millions de dollars pour accélérer les programmes nationaux d'élimination de la pauvreté : les formations, la mise à disposition de capitaux pour les jeunes pousses et les mesures incitatives proposées aux entreprises des secteurs de l'agriculture, du commerce et du numérique ont permis d'augmenter les revenus de plus de 50 000 foyers touchés par l'extrême pauvreté.

58. La Malaisie a efficacement restructuré son économie, ce qui lui a permis de relever le niveau de vie de la population et de passer du statut de pays à revenu faible à celui de pays à revenu intermédiaire en une seule génération. Son revenu national brut a augmenté de 346 à 13 382 dollars entre 1970 et 2023, et le taux de pauvreté absolue a chuté de 7,6 % à 6,2 % entre 2016 et 2022. Engagées dans une longue lutte contre l'insécurité alimentaire, les autorités ont mis en place le plan d'action national pour la sécurité alimentaire (2021-2025) et la politique agroalimentaire nationale (2021-2030), qui couvrent les quatre problématiques définies par la FAO, à savoir la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Elles reconnaissent la nécessité d'atteindre l'autosuffisance concernant les produits alimentaires de base, dont les cours ont augmenté et sont devenus particulièrement volatiles sous l'effet des changements climatiques, de la pandémie de COVID-19 et de l'envolée des prix des intrants. Les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sont récemment convenus d'agir collectivement et en priorité pour remédier aux difficultés d'approvisionnement en riz et aux autres problèmes qui menacent la sécurité alimentaire au niveau régional.

59. La Malaisie applique la politique nationale relative aux produits agricoles de base (2021-2030) qui vise à soutenir la croissance d'une manière écologiquement responsable et économiquement concurrentielle. Cette mesure suit l'évolution des normes mondiales et du développement de la technologie numérique. Elle a pour objectif non seulement de donner aux petits exploitants les moyens d'adopter des pratiques agricoles modernes mais également de rendre les modes de production alimentaire plus durables et efficaces. La Malaisie salue la collaboration instaurée avec les autres États Membres et les parties prenantes en vue d'éliminer la pauvreté et de renforcer la résilience des systèmes alimentaires mondiaux.

60. **M^{me} Chivundu** (Malawi) dit que l'agriculture est un des principaux secteurs économiques du Malawi et représente environ 25 % de son PIB. Toutefois, malgré une contribution majeure à l'emploi, à la croissance, aux

recettes d'exportation, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le pays, ce secteur n'est pas encore entièrement mécanisé, et nombre d'exploitants continuent d'utiliser des méthodes de culture traditionnelles et de dépendre des pluies. Les perspectives d'investissement demeurent donc très nombreuses dans le domaine de l'irrigation, et divers systèmes (irrigation de surface, par gravité, par pompe, par détournement de cours d'eau ou par aspersion) pourraient être appliqués afin d'augmenter la production horticole.

61. Le Malawi lutte actuellement contre la pauvreté et la faim en appliquant des mesures et des programmes ciblés. L'un de ces programmes vise à rendre les intrants accessibles en fournissant des engrais et des semences, ce qui permet de combattre l'insécurité alimentaire, la pauvreté, les inégalités et les vulnérabilités. Le Ministère de l'agriculture s'associe au secteur privé pour augmenter les rendements, atteindre la sécurité alimentaire et élever les recettes d'exportation.

62. Chaque État Membre a le devoir moral de donner la priorité à l'adoption de stratégies globales tendant à offrir aux populations vulnérables les moyens de sortir du cercle de la pauvreté. À cet égard, il est nécessaire d'investir dans l'éducation, la santé et les filets sociaux tout en encourageant la croissance économique et la création d'emplois. La communauté internationale devrait imaginer une approche multiforme qui viserait à la fois le relèvement à court terme et le développement durable à long terme. Il s'agirait notamment de renforcer la résilience des systèmes agricoles face aux effets des changements climatiques et de veiller à ce que les bienfaits de la croissance profitent aux populations les plus vulnérables. Il faut accorder d'avantage d'attention aux problèmes de nutrition, qui sont centraux en matière de santé et de développement. À cet égard, des objectifs collectifs ambitieux doivent être fixés, et des mesures efficaces de responsabilisation doivent être prises afin de progresser concrètement sur les questions de l'élimination de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et de l'amélioration de la nutrition.

63. **M. Mart** (Serbie) dit que le Gouvernement serbe a inscrit le principe de ne laisser personne de côté dans le droit national et a établi des instructions claires concernant l'élaboration de politiques publiques poursuivant cet objectif. À l'avenir, ce principe continuera d'inspirer les décisions juridiques et les documents stratégiques, l'objectif étant l'application du Programme 2030. La mise en place de systèmes alimentaires durables est une priorité pour la Serbie dans son aspiration au développement durable. Le système alimentaire national joue un rôle central dans le développement économique, social et culturel du pays.

Le Gouvernement a adopté une stratégie nationale de développement agricole et rural qui vise à dynamiser la production et stabiliser les revenus des producteurs, à augmenter la compétitivité sur les marchés intérieurs et extérieurs par l'intégration des nouvelles technologies et techniques agricoles, à gérer les ressources de manière durable, à protéger l'environnement et à améliorer la qualité de la vie en milieu rural.

64. En Serbie, l'agriculture et l'industrie alimentaire représentent 15 % de l'emploi total et 7 % de la valeur ajoutée brute. Plus de 50 % des entreprises agricoles du pays intègrent des innovations dans leurs pratiques, et la tendance récente est à la hausse. Les autorités continueront d'augmenter les aides budgétaires à la recherche et au développement agronomes afin de réduire l'écart avec les 27 États membres de l'Union européenne. Un moyen particulièrement sûr de faire avancer le secteur est d'améliorer la compétitivité et l'efficacité du système de production et d'accélérer la croissance économique en recourant à des technologies novatrices et numériques. La Serbie encourage l'association des petits producteurs et le développement de circuits courts et de marchés locaux. L'objectif est de renforcer la viabilité du secteur agricole et de le rendre plus résilient face aux effets des changements climatiques en bâtissant des systèmes d'irrigation, des dispositifs de protection contre la grêle, des installations de stockage et des centres de conservation réfrigérés. Pour ce faire, la Serbie a besoin de financements qui l'aideront à s'adapter aux changements climatiques et à en atténuer les effets mais également à déployer des technologies respectueuses de l'environnement lui permettant de réduire l'impact de l'agriculture sur les écosystèmes naturels.

65. **M. Prabowo** (Indonésie) rappelle que, malgré les progrès remarquables de la technologie et de l'infrastructure, des millions de personnes peinent encore à se procurer chaque jour des produits de première nécessité. La capacité des systèmes alimentaires mondiaux et des pratiques agricoles à changer la donne est porteuse d'espoir. Pour beaucoup de populations, en particulier dans les pays en développement, l'agriculture est bien plus qu'un secteur de l'économie – une activité centrale. Il est possible de contribuer à résoudre simultanément divers problèmes en transformant les modes de production, de distribution et de consommation alimentaires. Les pratiques agricoles durables permettent d'augmenter les rendements et de renforcer la sécurité alimentaire, même face à l'imprédictibilité du climat. Les transformations visées exigent de prendre des mesures concertées au niveau national, régional et international, mais aussi d'investir dans la recherche et le

développement de techniques et de technologies agricoles novatrices, durables et résilientes ainsi que d'outils numériques. Il faut également agir pour soutenir les petits exploitants, les aider à accéder aux marchés et leur garantir la commercialisation de leur production à des prix équitables.

66. L'Indonésie a élaboré une stratégie nationale de transformation des systèmes alimentaires et lancé des programmes connexes en milieu rural et urbain visant à répondre aux besoins de la population, qui augmente. Les autorités encouragent la création d'instances multipartites supplémentaires, soutenues par les organisations de la société civile, afin de traduire cette stratégie en mesures collaboratives concrètes. La lutte contre l'extrême pauvreté n'est pas seulement un impératif moral, c'est aussi une question pratique. Il est urgent d'accélérer la transition des systèmes alimentaires et agricoles vers des formes plus résilientes et durables afin de garantir l'accessibilité de la nourriture à des prix abordables. Cela exige de progresser sur la capacité à résister aux chocs et aux crises et de soutenir la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

67. **M. Bakhsh** (Arabie saoudite) dit que le rapport du Secrétaire général sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture a jeté une lumière crue sur les difficultés immenses posées à l'agriculture durable et à la sécurité alimentaire depuis la pandémie de COVID-19 et le déclenchement de la crise russo-ukrainienne. L'Arabie saoudite œuvrera aux côtés des partenaires internationaux pour surmonter les obstacles géopolitiques. Sa contribution à la sécurité alimentaire et à l'agriculture s'élève à quelque 3 milliards de dollars à travers le monde. Le pays agit également en faveur de la promotion et de la consolidation des modes de financement du développement au niveau régional.

68. L'Arabie saoudite a mis en place une stratégie nationale visant à dynamiser la production alimentaire, à répondre aux problèmes climatiques et à remédier au manque d'eau. Les indicateurs nationaux relatifs à la sécurité alimentaire montrent d'ailleurs que la situation s'améliore. Le pays a pris des mesures pour préserver les ressources ; il applique ainsi des programmes nationaux d'action, de promotion et de sensibilisation consacrés au gaspillage alimentaire, au recyclage et à l'élimination des déchets. Les organismes des Nations Unies ont un rôle central à jouer en matière d'élimination de la pauvreté et de sécurité alimentaire, et l'Arabie saoudite continuera de soutenir les efforts internationaux en ce sens.

69. **M. Mungandi** (Zambie) dit que les populations des zones rurales sont touchées de manière

disproportionnée par la pauvreté multidimensionnelle, qui concerne 534 millions de personnes en Afrique subsaharienne. Face au niveau actuel de la pauvreté dans le monde, il faut axer les programmes et instruments internationaux sur l'être humain et mettre l'accent sur les personnes les plus vulnérables. Les décisions de principe doivent insister sur une répartition plus équitable des revenus, la réduction des inégalités, la création d'emplois, l'avancement des femmes et le renforcement des mesures de protection sociale. À cet égard, les actions concrètes constituent le seul moyen de favoriser le développement partagé et de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté en leur fournissant les produits et services de première nécessité que sont la nourriture, les soins médicaux et l'éducation.

70. Comme la plupart des pays africains, la Zambie s'est retrouvée aux prises avec un niveau de pauvreté élevé, aggravé par les effets des changements climatiques et la pandémie de COVID-19. Entre 2015 et 2022, le taux de pauvreté national est passé de 54,4 % à 60 %, soit de 76,6 % à 78,8 % en milieu rural et de 23 % à 31,9 % en milieu urbain – la situation se dégradant plus rapidement dans les villes que dans les campagnes. En conséquence, l'élimination de la pauvreté a été placée au centre de la politique de développement du pays et constitue une des grandes priorités du huitième plan de développement national (2022-2026). Des mesures importantes sont mises en œuvre pour endiguer la pauvreté en milieu rural. Elles incluent notamment un programme de transferts en espèces, un dispositif public d'assistance sociale, un programme axé sur la sécurité alimentaire, un programme de distribution de repas scolaires et des programmes d'autonomisation des femmes et des filles vulnérables.

71. Pour améliorer la productivité agricole et le développement, les autorités sont en train de revoir les programmes relatifs aux intrants et ont commencé à appliquer le programme d'aide à la transformation du secteur agricole. Les autres mesures de sécurité alimentaire portent sur les pratiques agricoles durables, l'investissement dans les techniques modernes, l'accès des petits exploitants aux ressources et la préservation de la biodiversité. La Zambie s'efforce également d'augmenter les rendements par l'ajout de valeur et promeut la recherche, la mécanisation, les mesures d'incitation fiscale, les services de vulgarisation et le développement des exploitations.

72. **M. Tun** (Myanmar) dit que l'agriculture est la colonne vertébrale de l'économie du Myanmar et le principal pourvoyeur d'emplois en milieu rural. La pauvreté rurale, les systèmes agricoles et la sécurité alimentaire étant inextricablement liés, le moindre choc

perturbe et fragilise l'ensemble de l'édifice. La tentative de coup d'État illégal et les atrocités qui se sont ensuivies – à l'instar de la politique de la terre brûlée qui a été menée – ont profondément aggravé les difficultés du secteur agroalimentaire et effacé les progrès obtenus de longue lutte en matière d'élimination de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Les populations civiles subissent raids aériens, assassinats de masse et incendies systématiques des maisons et des biens. La junte militaire a récemment mené des frappes aériennes sur des camps de personnes déplacées, tuant 30 civils dont 13 enfants et en blessant bien d'autres. En outre, elle crée et impose des lois arbitraires telles que la nouvelle loi sur l'enregistrement, qui interdit au principal organisme de microfinancement du pays d'apporter un soutien financier aux personnes les plus vulnérables.

73. Le recul observé en matière de lutte contre la malnutrition constitue une autre conséquence préoccupante du coup d'État. La FAO et le PAM ont récemment évalué à 30 % la part des ménages du Myanmar se trouvant dans une situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. Près de 1 million d'enfants sont hors du parcours vaccinal systématique et 5 millions d'enfants ont des carences en vitamine A et n'ont pas accès aux compléments alimentaires. Environ un enfant de moins de 5 ans sur trois souffre de malnutrition. Le Gouvernement d'union nationale, les organisations ethniques de résistance et d'autres partenaires s'efforcent d'aider celles et ceux qui en ont besoin, notamment en apportant des services d'aide humanitaire, d'éducation et de santé.

74. La dictature militaire est la cause profonde de la crise dans le pays. La communauté internationale devrait aider à soulager la population en soutenant la lutte contre la junte, pour la démocratie et pour une union démocratique fédérale. En association avec l'ONU, il faut renforcer les mesures visant à éliminer la pauvreté et à réaliser les objectifs de développement durable, afin que la population du Myanmar ne soit pas laissée de côté.

75. **M^{me} Gutiérrez Tórrez** (Nicaragua) dit que l'allègement de la dette est une décision indispensable au regard de l'important endettement que connaissent encore de nombreux pays en développement. Ainsi, le système financier multilatéral devrait promouvoir des politiques monétaires justes qui aident ces pays et leur évitent de se retrouver en situation de défaut de paiement sur une longue période. La réalisation des objectifs de développement exige des financements : les systèmes financiers internationaux doivent donc assurer l'accès équitable et inclusif aux ressources. En outre, les

pays développés doivent honorer leurs engagements en matière d'aide publique.

76. Dans plus de 30 pays, les politiques de développement et de lutte contre la pauvreté se heurtent aux mesures coercitives unilatérales illégales et terroristes imposées par des pays impérialistes et néocolonialistes. Plus de 2 milliards de personnes souffrent quotidiennement de cette situation. Le Nicaragua rejette et condamne encore et toujours ces mesures illégales et demande leur abrogation immédiate. À cet égard, l'intervenante tient à souligner l'importance de l'Initiative pour le développement mondial : tirer parti du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour parvenir à un développement mondial plus fort, plus vert et plus sain, qui a été présentée par la Chine. Cette initiative a permis d'avancer significativement dans la mise en place de réseaux de coopération pour l'élimination de la pauvreté.

77. Le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale du Nicaragua a adopté un plan national d'élimination de la pauvreté et de développement humain (2022-2026) qui doit orienter l'action publique et comporte des politiques, des stratégies et des mesures transformatrices axées sur la croissance économique et la défense des droits de la population. Les autorités promeuvent également le développement social, économique et culturel par l'intermédiaire de la Commission relative à l'économie créative. Le Nicaragua demeure attaché à son modèle de développement qui vise à réduire la pauvreté et les inégalités, à faire respecter le multilatéralisme et le droit international et à défendre la souveraineté nationale sur la base de l'égalité, de la fraternité, du respect mutuel, de la coopération et de la solidarité.

78. **M. Kattanga** (République-Unie de Tanzanie) souligne que l'économie tanzanienne fait partie intégrante de l'économie mondiale. En conséquence, les récents chocs internationaux ont eu des effets négatifs sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la malnutrition dans le pays. Comme dans de nombreuses économies en développement, l'agriculture est un des principaux moteurs de la croissance, un important pourvoyeur d'emplois et une activité primordiale pour la sécurité alimentaire. D'après une enquête de 2022 du Ministère des finances, elle représente environ 26 % du PIB et emploie plus de la moitié de la population.

79. Les autorités en place ont pour objectif de faire de la République-Unie de Tanzanie un centre régional et un pourvoyeur de nourriture pour le continent. Elles s'engagent à remédier aux problèmes de sécurité alimentaire en instaurant des mesures claires relatives à

la propriété foncière, en augmentant le budget alloué au secteur agricole, en subventionnant l'achat d'engrais et de semences, en popularisant le travail agricole et l'agrobusiness auprès des jeunes pour tirer parti de la situation démographique, en construisant des routes et des ponts pour relier les régions, les districts et les villages et en exécutant des programmes de commercialisation et de gestion des pertes après récolte. Pour l'heure, les interventions ont globalement permis de stabiliser les prix, et le pays affiche depuis trois ans le plus bas taux d'inflation de la région.

80. La République-Unie de Tanzanie a accueilli le Forum africain sur les systèmes alimentaires de 2023, qui a rassemblé plus de 5 400 participantes et participants dont 5 chefs d'État, les porte-paroles de divers groupes d'intérêt, des spécialistes, des responsables politiques et des industriels de 70 pays. Le Forum a été l'occasion de réfléchir aux mesures coordonnées de grande envergure qui permettraient de tirer parti des dernières avancées.

81. La sécurité alimentaire est une question mondiale qui ne peut être résolue à part. Les stratégies nationales, les efforts planétaires, l'aide financière et technologique et le renforcement des capacités sont autant de mesures nécessaires pour dynamiser le secteur agricole.

82. **M. Latrous** (Algérie) dit que les pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, connaissent une importante hausse des prix alimentaires et une forte inflation, qui sont aggravées par l'envolée des cours des intrants agricoles et de l'énergie, les changements climatiques et les tensions géopolitiques. Il faut agir en urgence et de concert dans des secteurs comme la production, le stockage et le transport, pour aider les populations les plus touchées par la famine. À cet égard, l'Algérie attend avec intérêt que soient appliquées les recommandations du bilan à l'échelle des Nations Unies sur la transformation des systèmes alimentaires – en particulier en Afrique, où la Zone de libre-échange continentale africaine ouvre des perspectives qui devraient permettre d'accélérer la croissance et de renforcer la résilience et la coopération régionale dans le secteur agricole.

83. Il faudrait reconfigurer les chaînes mondiales d'approvisionnement alimentaire et lever les obstacles à l'investissement en augmentant l'afflux de fonds publics et privés dans le secteur agricole. Cela suppose que les chaînes d'approvisionnement demeurent ouvertes et libres d'accès, en particulier s'agissant des matières premières essentielles. Les États Membres devraient s'abstenir d'interdire les exportations de produits alimentaires et veiller à la transparence et à la pertinence des mesures commerciales, conformément

aux règles et accords de l'Organisation mondiale du commerce. Il faut encourager l'innovation scientifique et le recours aux nouvelles technologies pour aider les exploitants à renforcer leurs capacités, promouvoir l'agriculture durable et atténuer les effets potentiels des futures crises.

84. L'Algérie a fait des progrès considérables en intégrant l'objectif de développement durable n° 2 dans ses programmes nationaux, en créant des mécanismes et outils institutionnels de mise en œuvre et en élaborant une politique agricole efficace, complète et pérenne. Les autorités ont adopté diverses mesures qui renforcent les avantages incitatifs et les partenariats public-privé, mettent en valeur les énergies renouvelables, augmentent les capacités de stockage des produits alimentaires et prévoient une assistance financière et technique pour les petits exploitants, l'objectif étant de faciliter l'accès aux terres agricoles. Ces dernières années, l'Algérie a progressé en matière de sécurité alimentaire et se place en tête des pays de la région s'agissant de la réalisation de l'objectif 2. Ces résultats témoignent clairement de la volonté du pays d'atteindre la sécurité alimentaire pour sa population et de mettre en commun son expérience avec les autres pays en développement.

85. **M. Maura** (Mozambique) dit que le Mozambique reconnaît l'importance de la coopération Sud-Sud dans l'aide apportée aux pays en développement s'agissant de la réalisation des objectifs de développement durable. Ce type de coopération peut les aider à atténuer efficacement les effets des chocs climatiques et à s'y adapter, à apporter des réponses aux urgences sanitaires mondiales et à atteindre d'autres objectifs de développement transversaux. Il a joué un rôle central lors de la pandémie de COVID-19 en permettant aux pays en développement de se procurer des vaccins, des médicaments et des équipements de protection individuelle. Lors d'une réunion tenue à Cuba le mois précédent, les dirigeants des pays du Sud ont rappelé l'importance de renforcer la solidarité mondiale et la coopération internationale en vue d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

86. Les autorités mozambicaines ont fait de la coopération Sud-Sud une priorité : cela a permis de progresser sur des sujets importants et d'appliquer des mesures concrètes dans des domaines cruciaux pour la croissance économique et le développement durable. Un des secteurs concernés est l'agriculture, qui représente environ 24 % du PIB du pays et emploie plus de 70 % de sa population. Le Mozambique a été le premier pays africain à construire un centre de présentation des technologies agricoles, grâce à des financements chinois. Le centre a pour vocation d'aider les

exploitants locaux à intégrer les techniques agricoles, à améliorer les semences et à augmenter la productivité. Cela doit permettre au pays d'accélérer la réalisation des objectifs 2 et 8. Il existe des exemples similaires dans d'autres secteurs comme la science et la technologie, l'éducation et la santé publique. La coopération Sud-Sud est un outil essentiel au développement qui complète avantageusement la coopération Nord-Sud et la coopération triangulaire. À cet égard, le Mozambique exhorte l'ONU, en particulier le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et le mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, à aider les États Membres à appliquer le Programme 2030.

87. La communauté internationale devrait œuvrer collectivement à l'intensification de son action et à la réalisation des objectifs du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. Le Mozambique attend avec intérêt les délibérations que tiendront les responsables des pays du Sud au troisième Sommet du Sud, qui devrait se tenir à Kampala en 2024.

88. **M. Al-barati** (Yémen) indique que plus de 80 % de la population de son pays vit sous le seuil de pauvreté. Plus de 24 millions de Yéménites ont besoin d'une aide humanitaire ; environ 1,2 million de femmes enceintes ou allaitantes et 2,3 millions d'enfants de moins de 5 ans doivent être traités contre la malnutrition. Ce sombre tableau est le résultat de la guerre lancée en 2014 contre le peuple yéménite par les milices houthistes avec l'appui du régime iranien. L'activité économique a été divisée par deux depuis le déclenchement du conflit. Pour la seule année passée, les attaques terroristes menées par les houthistes contre des installations pétrolières et des ports ont coûté plus d'un milliard de dollars au pays. Ces fonds devaient servir à investir dans les services publics et à payer les salaires.

89. La communauté internationale doit prendre des mesures pour éviter les problèmes d'approvisionnement alimentaire causés par les conflits et les changements climatiques. Le Conseil de sécurité, les États Membres, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile doivent travailler tous ensemble au renforcement des systèmes d'alerte rapide et de prévention. L'intervenant demande aux États amis de soutenir le plan d'aide humanitaire pour le Yémen. Les investissements à long terme sont indispensables pour renforcer la résilience des populations les plus vulnérables. La FAO et d'autres organismes internationaux ont un rôle central à jouer dans l'aide aux petits exploitants agricoles, qui représentent 60 % de la population yéménite. L'augmentation des possibilités

d'emploi et la diversification des moyens de subsistance réduira la dépendance à l'aide humanitaire. Les femmes doivent jouer un rôle accru dans la production ; il faut mettre fin aux restrictions qui pèsent sur elles dans les zones sous contrôle houthiste.

90. **M. Coulibaly** (Mali) souligne qu'en plus d'être un pays enclavé, le Mali doit faire face à des défis liés à l'instabilité, au terrorisme, aux conséquences des changements climatiques et à l'insécurité alimentaire. La crise a été aggravée par la pandémie de COVID-19 et par les sanctions économiques et financières injustes, illégales et inhumaines prises contre le pays en janvier 2022 par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Le Gouvernement malien a entrepris des actions vigoureuses pour relever ces défis et accélérer la réalisation du Programme 2030.

91. Le Mali reconnaît la nécessité d'adopter des stratégies pérennes qui renforcent la croissance économique et répondent aux besoins vitaux des populations. Les autorités mettent ainsi en œuvre des projets et des programmes de développement à impact rapide dans les localités les plus vulnérables du pays et créent des activités génératrices de revenus destinées en particulier aux jeunes et aux femmes. En application de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, elles s'attèlent à faire en sorte que les dividendes de la paix bénéficient à la population, à travers l'élaboration et la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable. Ce cadre vise à promouvoir un développement inclusif et durable qui permette de réduire la pauvreté et les inégalités dans un Mali uni et en paix ; il repose sur un ensemble de politiques et de stratégies de niveau aussi bien national que sectoriel. À cela s'ajoute la mise en place de la Stratégie nationale de stabilisation des régions du Centre (2022-2024), qui vise à rétablir la cohésion entre les différentes communautés et à réduire substantiellement les inégalités d'accès à l'eau, aux services de santé et à l'énergie.

92. Des ressources extérieures doivent être mobilisées en appoint des efforts nationaux de développement. À cet égard, l'intervenant salue les partenaires qui ont honoré leurs engagements financiers en faveur du Mali et demande aux partenaires techniques et financiers de fournir les ressources promises dans le cadre du relèvement post-COVID-19.

93. **M. Moussa** (Niger) indique que le secteur agricole emploie près de 80 % de la population active de son pays et représente environ 40 % du PIB. Le Niger possède des atouts significatifs dans le domaine agricole : 19 millions d'hectares de terres agricoles et

quelque 32 milliards de mètres cubes de ressources annuelles en eau ; d'importantes réserves souterraines d'eau ; 1 168 mares permanentes et semi-permanentes ; une population rurale jeune en forte croissance ; une population générale relativement jeune. Pour capitaliser sur ces atouts, le pays a mis en place une stratégie nationale de sécurité alimentaire et de développement agricole durable. Elle porte principalement sur la mise à disposition d'intrants agricoles de qualité et d'équipements adaptés, la réalisation et la réhabilitation des aménagements hydro-agricoles et des périmètres irrigués, l'adoption d'une politique visant à sécuriser la propriété foncière (en particulier pour les femmes productrices), la réhabilitation des terres dégradées et l'installation de systèmes d'irrigation au profit des petits producteurs et des petites productrices.

94. Les politiques de modernisation et de transformation du monde rural mises en place par le Niger poursuivent divers objectifs : améliorer la productivité et accroître la valeur ajoutée des produits agricoles ; faire émerger une économie rurale basée sur le développement des petites et moyennes entreprises agroalimentaires, particulièrement au profit des femmes et des jeunes ; améliorer les chaînes d'approvisionnement. Les mesures prises s'inscrivent dans le droit-fil de la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1, 2, 8, 9, 10 et 12. Malgré les efforts consentis, le Niger continue de se heurter à des difficultés telles que le manque d'accès aux technologies, le faible niveau de développement du secteur du transport des produits agricoles, les chocs climatiques et l'insécurité liée à l'activité des groupes terroristes dans certaines régions du pays.

95. La délégation nigérienne regrette et condamne le fait que des organisations régionales, qui doivent être au service des populations, deviennent des instruments de menace existentielle relevant du gangstérisme économique lorsqu'elles instaurent des sanctions inhumaines, illégales et cruelles contre le peuple nigérien. Face à cette situation, il est permis de s'interroger sur l'application sélective des principes de neutralité et d'impartialité, à l'heure où tout un peuple est privé de produits pharmaceutiques et de biens de première nécessité, qui sont pourtant autorisés et acheminés même en temps de guerre. Toutes les parties doivent garder raison et négocier collectivement des solutions. Le Niger remercie sincèrement les peuples burkinabé et malien et leurs gouvernements respectifs pour leur soutien fraternel, franc et inconditionnel.

96. **M^{me} Romualdo** (Cabo Verde) relève que son pays a considérablement progressé dans la mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté

(2018-2027) et que la croissance économique a permis de réduire le taux de pauvreté de 23,7 % à 13,1 % entre 2015 et 2020. Dans le même temps, Cabo Verde reste aux prises avec les conséquences de la pandémie de COVID-19, d'importantes sécheresses chroniques et une forte vulnérabilité aux chocs extérieurs. En 2020, la croissance a chuté de 14,8 %, et l'emploi, de 9 %, ce qui a entraîné une perte de revenus pour de nombreux ménages. Ces difficultés, auxquelles s'ajoutent la baisse des recettes et le recul des investissements dans la protection sociale, ont contribué à augmenter le ratio dette/PIB et à réduire la marge de manœuvre budgétaire – et donc les investissements dans des secteurs vitaux.

97. Les contraintes structurelles ont favorisé les inégalités et les disparités régionales en matière de pauvreté et de développement humain. Les groupes vulnérables tels que les femmes vivant dans des conditions précaires, les enfants en situation difficile et les populations isolées se retrouvent livrés à eux-mêmes, tandis que la population, où les jeunes sont prédominants, ne trouve pas de travail. Les inégalités de genre persistent : la pauvreté touche de manière disproportionnée les ménages dirigés par une femme ; les femmes demeurent extrêmement dépendantes des envois de fonds et des prestations sociales ; la violence fondée sur le genre a encore augmenté durant la pandémie. À cet égard, l'accès limité à la justice et aux mesures de protection reste très préoccupant.

98. Cabo Verde subit les conséquences des changements climatiques, dont l'atténuation exige des investissements urgents dans les solutions naturelles et l'énergie verte. Ses systèmes alimentaires se sont révélés insuffisants, et les anciens acquis ont été effacés : les taux de malnutrition, de carence en micronutriments et d'obésité se sont remis à grimper. Les récents problèmes mondiaux ont offert l'occasion de faire évoluer le paradigme des politiques alimentaires au profit de modèles de développement locaux qui renforcent la résilience des petits exploitants agricoles, des pêcheurs et des consommateurs tout en sécurisant l'accès à une production locale, abordable et nutritive. Pays moteur de la coopération Sud-Sud, Cabo Verde recherche des solutions résilientes basées sur l'intégration régionale et les échanges – en particulier avec les autres petits États insulaires en développement. La collaboration internationale et le soutien continu des organismes des Nations Unies sont essentiels au développement durable.

99. **M. Aristov** (Fédération de Russie) dit que sa délégation salue la récente Réunion-bilan à l'échelle des Nations Unies sur la transformation des systèmes alimentaires, qui a été l'occasion de discuter de manière approfondie d'un grand nombre de questions agricoles

et de problèmes connexes. Les États Membres devraient donner suite à ses conclusions, avec l'appui de la FAO, du PAM et du Fonds international de développement agricole.

100. Le développement agricole durable est une priorité de la Fédération de Russie, aussi bien au niveau national qu'international. Le pays fait évoluer ses propres systèmes alimentaires en prenant en considération les intérêts et les besoins de ses partenaires en développement. En collaboration avec le PAM, depuis de nombreuses années, il met en œuvre des programmes de distribution de repas scolaires dans le monde entier, pour un montant supérieur à 120 millions de dollars. Par l'intermédiaire de la FAO, il agit dans le domaine de la conservation des sols et lutte contre la résistance aux antimicrobiens et contre les maladies animales et végétales. La délégation de la Fédération de Russie se félicite que la coopération multilatérale se poursuive de manière constructive sur la question des systèmes alimentaires. Elle partage les préoccupations concernant les menaces pesant sur la sécurité alimentaire et la crise dite « du coût de la vie » et rejette toutes les accusations dont la Fédération de Russie fait l'objet à ce propos. L'inconsistance de ces accusations a été démontrée à maintes reprises par des faits incontestables.

101. Premier producteur mondial d'engrais et acteur majeur du marché du blé, la Fédération de Russie souhaite augmenter ses exportations et contribuer à stabiliser les cours. Il n'y a pas de pénurie alimentaire dans le monde en 2023, et les événements qui se sont récemment produits en Ukraine ne sont pas à l'origine des problèmes actuels. La crise alimentaire en cours est due à une perturbation des chaînes internationales d'approvisionnement et aux décisions à courte vue des pays occidentaux, notamment la transition énergétique à marche forcée et le protectionnisme commercial. La solution serait de prendre des mesures visant à éliminer les causes réelles de la crise, à savoir les sanctions unilatérales imposées par les États occidentaux sans égard pour les populations qui en font les frais dans les pays ciblés. La Fédération de Russie est déçue de constater que le Secrétariat de l'ONU n'a pas su reconnaître ce dernier point comme constituant un problème clef qu'il convient de résoudre pour endiguer le déclin socioéconomique actuel. Les mêmes conclusions s'imposent en ce qui concerne les conséquences des sanctions unilatérales qui visent le développement des systèmes agricoles nationaux et la bonne marche des chaînes d'approvisionnement en engrais. La sécurité alimentaire mondiale pâtit du comportement délétère des grandes sociétés commerciales du secteur agroalimentaire, dont les

pratiques spéculatives ont un lien évident avec l'instabilité des marchés. Durant la période 2021-2022, la flambée des prix a rapporté des milliards de dollars aux sociétés commerciales occidentales. On peut dès lors se demander à qui profitent les tensions qui perturbent les systèmes alimentaires mondiaux.

102. **M^{me} Debataba** (Togo) indique que l'agriculture représente 40 % du PIB du Togo et emploie près de 65 % de sa population active. Les terres cultivables couvrent 60 % de la superficie totale du pays. Ce secteur figure naturellement en bonne place dans le nouveau plan stratégique de développement national à l'horizon 2025. Des efforts notables sont consentis en vue de moderniser l'agriculture. Il s'agit notamment de faciliter l'accès aux financements pour les exploitants, d'encourager l'agroforesterie, d'intensifier la recherche agronomique, de soutenir la mécanisation et l'utilisation des engrais, de développer les chaînes de valeur agricoles et de stimuler l'agro-entrepreneuriat. De nouvelles initiatives ont ainsi été lancées, à l'instar du projet de développement des agropoles et du mécanisme incitatif de financement agricole, qui a octroyé plus de 27 milliards de francs CFA aux acteurs du secteur en 2021.

103. Néanmoins, l'agriculture reste peu soutenue par le secteur bancaire, qui n'y consacre chaque année que 0,3 % de son portefeuille de crédits. Les autorités togolaises se sont donc fixé pour objectif d'augmenter la part des prêts bancaires octroyés au secteur à l'horizon 2027. En outre, en vue d'accompagner les agriculteurs les plus vulnérables, elles ont mis en place une subvention annuelle comprise entre 1,5 et 2 milliards de francs CFA pour l'achat d'engrais. Ces dernières années, le Togo a mis en œuvre un programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui a permis de dégager des excédents de production, d'améliorer le taux de couverture alimentaire et de réduire considérablement le niveau de sous-alimentation en doublant la productivité agricole et les revenus des petits producteurs. Le projet de cantines scolaires a également été mis en œuvre dans les milieux les plus défavorisés, avec près de 95 000 élèves bénéficiaires.

104. Malgré les avancées réalisées, le Togo est loin d'avoir atteint toutes les cibles associées à l'objectif de développement durable n° 2 et d'avoir résolu toutes les difficultés intérieures et extérieures. Au niveau national, les financements manquent périodiquement, et la sécurité de tout le pays est menacée par les attentats terroristes perpétrés dans le nord. Sur le plan international, la hausse des prix du carburant et de l'alimentation, les crises géopolitiques, les contraintes financières accrues, les changements climatiques, le

fardeau de la dette extérieure et les conséquences de la pandémie de COVID-19 entravent la pleine réalisation du développement agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La séance est levée à 18 h 5.